COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 JUILLET 2020

L'an DEUX MILLE VINGT LE 28 JUILLET à 20 heures 30,

Le Conseil Municipal, sur convocation en date du 22 JUILLET 2020, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de **Monsieur Christian LARDIÈRE, Maire de Linas.**

ETAIENT PRESENTS :

Mesdames BERNARD, DJANY, LEVEQUE, RAVEL,
Messieurs DEMICHEL, LANGLOIS, RODARI, TANNEVEAU **Adjoints**,
Mesdames DALI, FERNANDES, GATINEAU, LE MANACH, MALBROUCK, PICHOT,
THIOT,
Messieurs BLOT, CHARPENTIER CHOLLET, HERTZ, LE DROGO, MACEL,
MATIAS, MFUANANI NGUENTE, MICHAUD **Conseillers.**

ABSENTS :

Monsieur BRIANT donne pouvoir à Madame RAVEL
Madame CORDIER donne pouvoir à Madame LE MANACH,
Monsieur DAVID donne pouvoir à Madame LEVEQUE,
Madame CUNIoT-PONSARD,
Madame VIARGUES.

Monsieur Christian LARDIÈRE, après avoir procédé à l'appel et constaté que le quorum était atteint, a ouvert la séance à 20h30. L'assemblée peut valablement délibérer.

Madame Anne LEVEQUE a été désignée secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- La décision municipale N°13/2020

FINANCES

1. Compte de Gestion du Trésorier Public 2019
2. Compte Administratif Ville 2019
3. Affectation des résultats de la Ville au BP 2020
4. Approbation du budget primitif de la Ville 2020
5. Règlement financier et budgétaire de la Ville
6. Rectification délibération Garantie d'emprunt I3F

AFFAIRES GENERALES

7. Modification des représentants de la Ville dans les instances extérieures
8. Commission Communale des Impôts Directs (CCID)
9. Retrait adhésion du Forum Métropolitain Grand Paris pour 2021
10. Changement de lieu de réunion du Conseil Municipal

PERSONNEL

- 11. Recrutement d'un collaborateur de cabinet
- 12. Formation des élus
- 13. Prime exceptionnelle COVID-19

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Christian LARDIÈRE rend compte de la Décision Municipale prise par le Maire précédent :

N°13/2020 Conclusion d'un marché n°2019-TRA-01 portant sur la restauration de peintures de chevalet dans le cadre de la rénovation de l'église Saint Merry avec le groupement NICOLAUS et BETELU pour un montant global et forfaitaire de 35 570 euros HT.

1) COMPTE DE GESTION VILLE 2020
Délibération n°27/2020

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il lui appartient chaque année de délibérer sur le compte de gestion de la Ville élaboré par le Receveur Municipal.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
À L'UNANIMITE,**

APPROUVE le compte de gestion Ville du Receveur Municipal pour l'exercice 2019, dont les résultats sont conformes à ceux du Compte Administratif de la Ville de Linas.

2) COMPTE ADMINISTRATIF VILLE 2019
Délibération n°28/2020

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il lui revient chaque année d'examiner le résultat de l'exercice précédent de la gestion communale à travers le Compte Administratif.

Pour l'exercice 2019, le Compte Administratif de la Ville présente les résultats suivants :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

2019	PREVUES BP	REALISEES
RECETTES	10 327 876,98 €	9 182 486,15 €
DEPENSES	10 327 876,98 €	8 356 860,12 €

Soit un résultat comptable de l'exercice de : 825 625,03 €
Compte tenu du résultat antérieur reporté qui s'élève à : 1 688 279,98 €
Le résultat de fonctionnement de clôture 2019 s'élève à : 2 513 905,01 €

SECTION D'INVESTISSEMENT

2019	PREVUES BP + RAR 2019	REALISEES
RECETTES	13 519 806,87 €	2 174 495,01 €
DEPENSES	13 519 806,87 €	1 590 768,65 €

Soit un résultat comptable de l'exercice de : 583 726,36 €
 Compte tenu du résultat excédentaire antérieur reporté de : 5 542 712,82 €
 Compte tenu de l'apurement du compte 1069 de : - 74 972,00 €
Le résultat d'investissement de clôture 2019 s'élève à : 6 051 467,18 €

Pour information, les restes à réaliser ne sont pas repris dans l'affectation du résultat.

Les restes à réaliser en recettes sont de : 1 432 325,72 €
 Les restes à réaliser en dépenses sont de : 1 110 052,14 €
 Soit un solde de restes à réaliser de : **322 273,58 €**

Le résultat d'investissement de clôture s'élève à : 6 448 712,76 €
 (y compris les restes à réaliser)

LE CONSEIL MUNICIPAL

(Monsieur le Maire étant sorti de la salle et Madame Alzina DJANY assurant la présidence temporaire du conseil municipal),

APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, APPROUVE le Compte Administratif Ville 2019 :

**Pour la section de Fonctionnement : À LA MAJORITÉ,
 21 votes POUR, 4 ABSTENTIONS (Liste Linas Autrement),**

**Pour la section d'Investissement : À LA MAJORITÉ,
 21 votes POUR, 4 ABSTENTIONS (Liste Linas Autrement).**

**3) AFFECTATION DES RESULTATS 2019 AU BUDGET VILLE 2020
 Délibération n°29/2020**

Monsieur le Maire rappelle que les résultats sont affectés par l'assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du Compte Administratif.

Le compte administratif 2019 et le compte de gestion confirment en tous points les résultats du budget Ville à savoir :

- En section de Fonctionnement : un résultat excédentaire de 825 625,03 € auquel il convient d'ajouter le résultat antérieur de 1 688 279,98 € **soit un résultat de clôture de l'exercice 2019 de : 2 513 905,01 €.**
- en section d'Investissement : un résultat excédentaire de 583 726,36 € auquel il convient d'ajouter le résultat antérieur reporté de 5 542 712,82 € et de déduire l'apurement du compte 1069 de - 74 972,00 € **soit un résultat de clôture de l'exercice 2019 de : 6 051 467,18 €.**

Par ailleurs, la section d'investissement laisse apparaître des restes à réaliser : en dépenses de 1 110 052,14 € et en recettes de 1 432 325,72 € soit un solde de **322 273,58 €**.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
À LA MAJORITÉ, moins 4 abstentions (Liste Linas Autrement),**

AFFECTE au compte 001 (recettes) « solde d'exécution de la section d'investissement reporté » la somme de 6 051 467,18 €,

AFFECTE le solde de l'excédent de fonctionnement, soit 2 513 905,01 € à la ligne 002 (recettes), « excédent reporté ».

**4) APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2020 - VILLE
Délibération n°30/2020**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal le résultat des travaux concernant l'élaboration du Budget Primitif 2020, à savoir :

La section de fonctionnement est proposée en suréquilibre à :

Dépenses	9 595 042,06 €
Recettes	10 699 506,01 €

La section d'investissement est proposée en équilibre à :

Dépenses	13 631 875,49 €
Recettes	13 631 875,49 €

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, APPROUVE** le projet de budget Primitif 2020 de la Ville et ses annexes :

**Section de Fonctionnement : À LA MAJORITÉ,
21 votes POUR et 6 ABSTENTIONS (Listes Linas Autrement et J'aime Linas),**

**Section d'Investissement : À LA MAJORITÉ,
21 votes POUR et 6 ABSTENTIONS (Listes Linas Autrement et J'aime Linas),**

**5) REGLEMENT FINANCIER ET BUDGETAIRE DE LA VILLE
Délibération n°31/2020**

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a fait le choix du Compte Financier Unique à compter du 1^{er} janvier 2020 suivant l'instruction M57 développée en remplacement de la M14.

De ce fait, la Ville de Linas doit se doter d'un Règlement Financier et Budgétaire, qui répond à deux objectifs importants : définir un cadre normatif et développer une pédagogie de la gestion financière et budgétaire.

Il vise d'abord à fixer le cadre des finances de la Ville, en rassemblant et en harmonisant des règles jusque-là implicites ou disséminées dans diverses délibérations et notes internes.

Il vise également à vulgariser le budget et la comptabilité, afin de les rendre accessibles aux élus et aux agents non spécialistes, tout en contribuant à développer l'ingénierie financière déconcentrée.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
À L'UNANIMITÉ,**

APPROUVE le règlement Financier et Budgétaire de la Ville ci-annexé.

**6) RECTIFICATION DELIBERATION GARANTIE D'EMPRUNT I3F
Délibération n°32/2020**

Monsieur le Maire informe l'assemblée que par délibération du 15 octobre 2019, la Ville a apporté sa garantie d'emprunt, à concurrence de 50% (les autres 50% étant garantis par la CPS), au projet immobilier du Groupe I3F, rue de Guillerville, 1^{ère} tranche de 39 logements sociaux.

L'organisme prêteur, la Caisse des Dépôts et Consignations, demande à ce que la délibération prise le 15 octobre soit complétée afin de respecter son modèle, et reprenne notamment les points suivants,

- Numéro du contrat de prêt et son nombre de lignes
- Dire que le contrat joint en annexe fait partie intégrante de la délibération ;
- Inclure le paragraphe suivant :

« La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt ».

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
À LA MAJORITÉ, moins 6 CONTRE (Liste Linas Autrement et J'aime Linas),**

COMPLETE la délibération n° 82/2019 en y ajoutant les points suivants :
Numéro du prêt : 102441
Nombre de lignes du prêt : 6

PREND ACTE du paragraphe suivant : « La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

*Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.
Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt ».*

APPROUVE le contrat joint en annexe de la délibération initiale n°82/2019.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son adjointe déléguée aux finances, à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

7) MODIFICATIONS CONCERNANT LA REPRESENTATION DE LA VILLE DANS LES INSTANCES EXTERIEURES **Délibération n°33/2020**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, lors de sa dernière séance du 3 juillet 2020, le Conseil Municipal a procédé à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du CGCT et les textes régissant ces organismes. Cependant, des modifications doivent être apportées à cette délibération.

En effet, la Commune de Linas n'a pas délibéré pour désigner un représentant au sein du SYNDICAT MIXTE D'ETUDES POUR LA ROUTE NATIONALE 20.

Par ailleurs, Monsieur Philippe RODARI, 6^e adjoint au Maire, avait été désigné pour siéger comme titulaire au SIRM et au SYNDICAT DE L'ORGE. Or, l'article L.237-1 du Code électoral rappelle que « le mandat de conseiller communautaire est incompatible avec l'exercice d'un emploi salarié au sein de l'établissement public intercommunal ou de ses communes membres ».

Il convient donc de procéder au remplacement de Monsieur Philippe RODARI en désignant de nouveaux représentants pour le SIRM, le SIOM et le SYORP (SYNDICAT DE L'ORGE) ainsi que de procéder à la désignation des représentants pour le SYNDICAT MIXTE D'ETUDES POUR LA ROUTE NATIONALE 20.

Enfin, afin de permettre une meilleure adéquation dans les délégations, Monsieur Jean-Jacques TANNEVEAU, adjoint au Maire au service culturel, est remplacé par Monsieur Patrice LANGLOIS, adjoint au Maire en charge des travaux, en tant que représentant au SIGEIF.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
À LA MAJORITÉ, moins 6 abstentions (Listes Linas Autrement et J'aime Linas),**

COMPLETE la délibération n° 25/2020 en désignant les représentants de la ville dans l'instance extérieure suivante :

- **SYNDICAT MIXTE D'ETUDES POUR LA RN20**

Titulaire : 1 membre	Suppléant : 1 membre
LARDIÈRE Christian	LANGLOIS Patrice

MODIFIE la délibération n° 25/2020 en procédant à une nouvelle désignation des représentants dans les instances extérieures suivantes

- **SIRM**

Titulaires : 3 membres	Suppléants : 3 membres
RAVEL Stéphanie	DEMICHEL Dominique
LANGLOIS Patrice	DAVID Dominique
FERNANDES Rosa	LE MANACH Sandrine

- **SYORP (SYNDICAT DE L'ORGE - EX SIVOA)**

Titulaires : 2 membres	Suppléants : 2 membres
LARDIÈRE Christian	LANGLOIS Patrice
DEMICHEL Dominique	RAVEL Stéphanie

- **SIOM**

Titulaires : 2 membres	Suppléants : 2 membres
LARDIÈRE Christian	DEMICHEL Dominique
LANGLOIS Patrice	RAVEL Stéphanie

- **SIGEIF**

2 membres
Délégué titulaire : LANGLOIS Patrice
Délégué suppléant : DAVID Dominique

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

8) COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS : PROPOSITION **Délibération n°34/2020**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que dans chaque commune, il est institué une Commission Communale des Impôts Directs (CCID) composée, dans les communes de plus de 2.000 habitants, de neuf membres, à savoir : le maire ou l'adjoint délégué, président, et huit commissaires et un nombre égal de suppléants.

Les commissaires doivent être de nationalité française ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, être âgés de 18 ans au moins, jouir de leurs droits civils, être inscrits aux rôles des impositions directes locales dans la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Les commissaires ainsi que leurs suppléants en nombre égal sont désignés par le directeur des services fiscaux sur une liste de contribuables, en nombre double, remplissant les conditions sus-énoncées, dressée par le conseil municipal.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
À L'UNANIMITÉ,**

PROCEDE à l'établissement de la liste préparatoire de 16 commissaires et 16 suppléants.

9) RETRAIT DU FORUM METROPOLITAIN DU GRAND PARIS

Délibération n°35/2020

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que, par délibération du 6 septembre 2011, la Ville de Linas a adhéré au syndicat mixte ouvert d'études PARIS METROPOLE, nommé FORUM METROPOLITAIN DU GRAND PARIS depuis le 16 décembre 2016.

A l'origine, l'objectif de ce syndicat est de favoriser la cohésion urbaine et sociale, développer l'accessibilité des métropolitains à la métropole, et renforcer les solidarités et le rayonnement de la métropole. Ainsi, les collectivités peuvent mettre en vitrine leurs actions s'inscrivant dans ce cadre, en répondant aux « appels à initiatives » lancés par PARIS METROPOLE. Or, depuis 2011, la Ville de Linas n'a jamais répondu à ces « appels à initiatives », et la participation aux réunions était ponctuelle.

Par ailleurs, l'essence même de ce syndicat est de créer un espace de dialogue entre les collectivités faisant partie de l'espace métropolitain. La Ville de Linas ne faisant pas partie de la métropole du Grand Paris, l'intérêt d'être présent dans ce syndicat mixte d'études est faible.

Enfin, pour information, le montant annuel d'adhésion est de 629 euros. Il est précisé, conformément à l'article 11.2 des statuts du syndicat, que, « *en cas de retrait d'un membre en cours d'année, la cotisation au titre de l'année en cours restera due au syndicat* ».

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
À LA MAJORITÉ, moins 6 CONTRE (Listes Linas Autrement et J'aime Linas)**

DECIDE du retrait de la Commune de LINAS du syndicat FORUM METROPOLITAIN DU GRAND PARIS ;

AUTORISE Monsieur le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

10) CHANGEMENT DE LIEU DE REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL

Délibération n°36/2020

Monsieur le Maire informe que l'actuelle salle des mariages au sein de l'Hôtel de Ville présente un certain nombre d'inconvénients dans l'organisation des séances du Conseil municipal : manque de place pour le public et les services, difficulté dans la retransmission en direct des séances, complexité pour respecter les « gestes barrières ».

L'article L 2121-7 du Code Général des Collectivités Territoriales rappelle que « *Le conseil municipal se réunit et délibère à la mairie de la commune. Il peut également se réunir et délibérer, à titre définitif, dans un autre lieu situé sur le territoire de la commune, dès lors que ce lieu ne contrevient pas au principe de neutralité, qu'il offre les conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires et qu'il permet d'assurer la publicité des séances* ».

Monsieur le Maire préconise que les futures réunions de l'assemblée délibérante se tiennent à la Salle de la Lampe. Ce lieu, aisément accessible et proche de l'hôtel de Ville, présente toutes les garanties de sécurité nécessaires. Le lieu permettra aussi de stationner facilement, tant pour les élus que pour le public, sans gêner les riverains.

LE CONSEIL MUNICIPAL

APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,

À LA MAJORITÉ, dont 1 vote CONTRE (Monsieur MATIAS) et 1 ABSTENTION (Monsieur MACEL),

APPROUVE de manière définitive le changement de lieu du Conseil municipal pour la Salle polyvalente de la Lampe, et ce à compter de la prochaine séance du Conseil municipal ;

11) EMPLOI DE COLLABORATEUR DE CABINET Délibération n°37/2020

Monsieur le Maire, informe l'assemblée que la municipalité souhaite se doter d'un collaborateur de cabinet. L'article 110 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit que l'autorité territoriale peut, pour former son cabinet, librement recruter un collaborateur de cabinet.

Le collaborateur de cabinet du Maire sera donc recruté *intuitu personae* par l'exécutif territorial auprès duquel il exercera ses fonctions qui prendront fin au plus tard en même temps que le mandat du Maire.

Conformément à l'article 7 du décret n° 87-1004 précité, le montant des crédits sera déterminé de façon à ce que :

- d'une part, le traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par le fonctionnaire en activité ce jour (ou à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par le fonctionnaire en activité dans la collectivité) ;

- d'autre part, le montant des indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel (ou du grade administratif de référence mentionné ci-dessus).

LE CONSEIL MUNICIPAL

APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,

À LA MAJORITÉ, dont 1 vote CONTRE (Monsieur MATIAS) et 1 ABSTENTION (Monsieur MACEL),

DECIDE de procéder à la création d'un poste de Collaborateur de Cabinet ;

DECIDE de doter cet emploi de l'indice brut de rémunération IB : 567 augmenté de l'Indemnité de Résidence et du Supplément Familial de Traitement le cas échéant.

DIT que la dépense correspondante sera imputée au budget.

12) DROIT A LA FORMATION DES ELUS

Délibération n°38/2020

Monsieur le Maire informe que les élus locaux bénéficient depuis le début de l'année 2017 d'un Droit Individuel à la Formation (DIF), à hauteur de 20 heures par an, cumulable sur toute la durée de leur mandat. Ce nouveau droit leur donne accès aux formations en lien avec leurs fonctions électives.

Le DIF élus vise le financement de toutes les formations nécessaires à l'exercice du mandat d'un élu, voire les formations nécessaires à leur réinsertion professionnelle à l'issue de ce mandat. Le DIF élus relève d'une démarche personnelle de l'élu.

Il est financé par une cotisation de 1% assise sur les indemnités de fonction, prélevée par la Collectivité et reversée à la Caisse des Dépôts. La loi n° 2016-341 du 23 mars 2016 précise qu'il bénéficie à l'ensemble des élus, indemnisés ou non.

Le fonds, géré par la Caisse des Dépôts, prend en charge le coût de la formation (frais pédagogiques) ainsi que les frais de déplacement et de séjour des élus sous certaines conditions.

Les élus locaux pourront effectuer toutes les démarches qu'ils doivent accomplir à partir du site <http://retraitesolidarite.caissedesdepots.fr/dif-elus> afin d'obtenir le financement de formation.

Outre le DIF, l'article L2123-12 prévoit que, dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil municipal délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres et détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Il est proposé au Conseil Municipal de valider les orientations suivantes en matière de formation :

- les fondamentaux de l'action publique locale,
- les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance de l'élu formé aux différentes commissions,
- les formations favorisant l'efficacité personnelle (prise de parole, bureautique, gestion des conflits, ...).

Le montant total des dépenses de formation prises en charge par le budget communal est au minimum de 2% et au maximum de 20 % du montant total des indemnités de fonction allouées aux élus de la commune.

Le montant inscrit au Budget Primitif Ville 2020 est de 4000 €, correspondant à 2%.

Il est proposé que les crédits ouverts à ce titre soient répartis par groupes d'élus constitués au sein du conseil municipal, au prorata du nombre d'élus les composant.

LE CONSEIL MUNICIPAL

APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,

À LA MAJORITÉ, dont 1 vote CONTRE (Monsieur Rui MATIAS),

DECIDE de fixer le montant annuel des dépenses de formation pour les élus au moment du vote du budget primitif entre 2% et 20% du montant total des indemnités de fonction susceptibles d'être allouées aux élus de la commune.

FIXE les orientations suivantes en matière de formation des élus :

- les fondamentaux de l'action publique locale,
- les formations en lien avec les délégations et/ou l'appartenance de l'élu formé aux différentes commissions,
- les formations favorisant l'efficacité personnelle (prise de parole, bureautique, gestion des conflits, ...).

DIT que les crédits sont inscrits au budget primitif 2020, imputation 6535, et le seront les années suivantes à l'occasion du vote du budget.

13) PRIME EXCEPTIONNELLE COVID 19
Délibération n°39/2020

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que l'ordonnance 2020-385, la loi de Finances rectificative 2020-473 et le décret 2020-570 du 14 mai 2020, rendent possible, après délibération du Conseil Municipal, le versement d'une prime exceptionnelle aux agents des collectivités territoriales.

Cette prime vise les agents ayant été soumis à des sujétions exceptionnelles dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID, pour assurer la continuité des services publics, afin de reconnaître le risque sanitaire auquel ils ont été exposés, le surcroît de travail, leur disponibilité et leur engagement professionnel dans un contexte de crise sanitaire.

Après consultation en avril des délégués du personnel et élus concernés, il est proposé de fixer le montant à 25 € par jour de présence et 10 € par jour de télétravail, sur la période de confinement de 40 jours du 17 mars au 10 mai, soit un plafond de 1000 €.

Cette prime fera l'objet d'un versement unique sur la paie du mois d'août 2020.

LE CONSEIL MUNICIPAL
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU,
À L'UNANIMITE,

APPROUVE l'instauration d'une prime exceptionnelle COVID-19 calculée comme suit :

- 25 euros par jour de présence ;
- 10 euros par jour de télétravail.

PRECISE que la période pour le calcul de cette prime est celle de la période de confinement, du 17 mars au 10 mai 2020, soit un plafond de 1000 euros ;

RAPPELLE que cette prime fera l'objet d'un unique versement sur la paie d'Aout 2020 ;

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h30.

Affiché le : 04/08/2020